

Extrait de :

Daniel Debomy, "Les Européens croient-ils encore en l'UE ? Analyse des attitudes et attentes des opinions publiques européennes depuis un quart de siècle", Etude n° 91, Notre Europe, Juin 2012.

Résumé exécutif

1. L'évolution des indicateurs quantitatifs d'opinion concernant l'Union européenne, tels que mesurés dans les enquêtes par sondage « Eurobaromètre Standard », permet de dégager les éléments d'analyse suivants.

1.1. Après plusieurs années de crise, ces indicateurs mettent en évidence des attitudes mollement favorables. En moyenne, un citoyen européen sur deux donne une réponse positive aux questions posées sur l'appartenance de son pays à l'Union et le bénéfice qu'il en a retiré. Si moins d'un sur cinq déclare voir dans cette appartenance une mauvaise chose, un sur trois s'abstient de prendre position, et plus d'un sur trois estime que son pays n'en a pas bénéficié.

Ces résultats sont naturellement loin des sommets d'eurofaveur qui avaient salué le projet de relance de la construction européenne il y a plus de deux décennies, mais ils ne marquent pas non plus un effondrement subit : le niveau actuel, malgré son fléchissement sensible depuis 2008, n'est pas le plus bas qu'on ait constaté au cours des 25 dernières années.

1.2. L'examen des courbes retracant l'évolution pendant 25 années du score européen moyen des deux indicateurs amène à distinguer quatre grandes périodes successives :

- Une première période de forte progression de la faveur de l'opinion jusqu'aux niveaux-records du printemps de 1991.
- Une deuxième période de très forte décroissance jusqu'à un point historiquement bas au printemps de 1997.
- Une troisième période, allant jusqu'en 2007, pendant laquelle s'est produite une remontée partielle, lente et en dents-de-scie des indicateurs d'opinion.
- Une quatrième période avec un nouvel affaissement depuis 2008.

Par rapport aux maxima historiques enregistrés au cours du quart de siècle écoulé, le recul est très sensible – de 22 points pour le score positif de l'indicateur d'appartenance lors de sa dernière mesure au printemps de 2010 (49 %, contre 18 % d'avis défavorables) et d'une dizaine de points pour l'indicateur de bénéfice dans les dernières mesures de 2010-2011. La baisse de l'euroenthousiasme ne date pas de la crise : elle est une réalité déjà ancienne.

1.3. L'état de l'opinion apparaît plus ou moins eurofavorable dans les différents États membres, anciens comme nouveaux.

Parmi les anciens, ce sont les citoyens des pays du Benelux, de l'Irlande et du Danemark qui se montrent les mieux disposés (à l'inverse des Britanniques, puis des Autrichiens) ; parmi les nouveaux, les Polonais, les Slovaques, les Estoniens, puis les Roumains et les Lituaniens (les Hongrois, suivis des Lettons et des Chypriotes étant au contraire actuellement les plus moroses).

1.4. Ces situations actuelles résultent d'évolutions contrastées. Si les sens d'évolution des courbes sont souvent les mêmes aux mêmes périodes dans la plupart des pays, l'ampleur des évolutions peut varier, et il existe des contre-exemples. Au cours de ce quart de siècle :

- Parmi les 12 plus anciens États membres, ceux où la dégradation a été la plus forte par rapport aux maxima historiques sont la Grèce, le Portugal, l'Italie et la France. À l'inverse, les scores danois sont proches de leurs maxima et la baisse est relativement faible au Luxembourg et en Belgique.

- Pour les 3 pays entrés dans l'Union en 1995, on relève notamment une nette amélioration en Suède, qui fait contraste avec une dégradation en Autriche depuis l'époque de l'adhésion.
- Parmi les nouveaux États membres, depuis 2004 la tendance est plutôt à la baisse (surtout depuis la crise), avec toutefois des exceptions remarquables : nette hausse en Pologne, en Slovaquie et en Estonie (et absence de dégradation en Lituanie et à Malte).

On voit qu'une réelle amélioration des perceptions de l'Union peut se produire dans des pays naguère très réservés, de même que les citoyens de pays traditionnellement europhiles peuvent succomber à l'euromorosité.

2. Éclairer la signification de réponses chiffrées à des questions d'enquêtes par sondage et, plus largement, analyser en profondeur les attitudes des citoyens suppose le recours à une autre technique d'investigation, celle des études qualitatives – qui permettent de dégager des constats utiles à la bonne compréhension de l'opinion.

On observe ainsi la nécessité dans l'ensemble bien comprise d'une Europe forte et soudée, malgré des évolutions contrastées des perceptions de l'Union.

Cette bonne compréhension était déjà manifeste dans les études menées à la fin des années 1980 et au début des années 1990 – avec des exceptions dans quelques-uns des États membres de l'époque. Elle y a perduré, et s'est manifestée aussi dans les années 2000 dans les pays candidats, puis nouveaux États membres de l'Union. Nécessité reconnue n'empêche pas l'éventualité d'euroscepticisme. On voit évoluer au fil des années le clivage entre une telle attitude et celle, inverse, d'eurofaveur.

3. Dans la plupart des pays, on observe la claire conscience d'un ciment historique et culturel européen et de valeurs communes fortes : l'Europe nécessaire ne se réduit pas à une Europe de la nécessité.

Tout au long du quart de siècle étudié, les investigations qualitatives ont mis en lumière **le sentiment largement répandu, chez les citoyens des États membres, d'une communauté historique et culturelle entre les pays européens**. Ils ont conscience d'un modèle européen reposant sur des valeurs culturelles et humanistes, spécifique de l'Europe et différenciant notamment très nettement celle-ci des États-Unis. Les citoyens de plusieurs pays ont ou avaient tendance à se tenir quelque peu éloignés de ce sentiment d'appartenance mais, sur ce plan aussi, des évolutions se sont produites.

En même temps, on a vu grandir au cours des dernières années, chez nombre de citoyens à travers l'Europe, des **craintes d'éloignement de ce modèle et de perte de vue de la philosophie d'origine dans les orientations politiques des États membres.**

4. Dans un contexte d'inquiétudes liées aux dérives du libéralisme économique, toutes les études qualitatives menées au cours de ce quart de siècle montrent **l'existence de dispositions majoritairement favorables à une Union européenne au large champ d'action et au développement de politiques communes dans la plupart des domaines.** Ces attentes d'action européenne paraissent être restées peu ou prou constantes, alors que les inquiétudes allaient croissant chez les citoyens de nombreux pays.

5. En dépit des réelles convergences relevées dans les attentes des citoyens, l'Europe à construire reste évidemment perçue au travers de prismes nationaux. Ceux-ci peuvent **constituer des facteurs de désenchantement plus ou moins sérieux selon les cas : l'étude met en évidence des traits nationaux caractéristiques qui peuvent entrer en jeu.**

L'Europe à laquelle aspirent les citoyens est toujours une Europe inspirée par la valeur de solidarité. Mais elle a perdu de sa visibilité ; elle devra se réaffirmer comme telle sous peine de voir l'euromorosité présente se muer en désillusion forte et durable.